



Convention de partenariat entre le Centre Régional Auvergnat de l'Information et l'Agglomération de Clermont-Ferrand « Clermont Communauté »

Entre,

Le Centre Régional Auvergnat de l'Information Géographique, Groupement d'Intérêt Public, sis 89 avenue de l'Europe – LEMPDES (63), (Numéro SIRET : **à compléter** - Code APE : **à compléter**) représenté par **à compléter**, son Président,

Ci-après dénommé « CRAIG »,

Et,

La Communauté d'Agglomération de Clermont-Ferrand, sis 64-66 avenue de l'Union Soviétique – CLERMONT-FERRAND (63), représenté par Monsieur Serge GODART, son Président,

Ci-après dénommée « Clermont Communauté »,

VU la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public (GIP) CRAIG,
VU l'Arrêté en date du 7 mars 2011 portant approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Centre Régional Auvergnat de l'Information Géographique »,
VU la délibération en date du 22 octobre 2010 de Clermont Communauté,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Considérant que :

- pour la définition, l'application et l'évaluation des politiques publiques qu'ils mettent en œuvre, les organismes de missions de service public, sont amenés à produire ou faire produire pour leur compte et à utiliser des informations géographiques, cartographiques et sémantiques numériques dans leurs domaines de compétence respectifs,
- chacun de ces organismes, dans le cadre de ses missions propres, a également pour vocation de permettre l'accès le plus large possible du citoyen à l'information, de proposer une aide à la décision et d'améliorer la cohérence de l'action publique,
- la mise en commun des informations publiques doit contribuer à la connaissance, la gestion et l'aménagement du territoire,
- il est opportun, dans ces conditions, d'en favoriser l'accès et la réutilisation de façon à faire jouer les synergies et à optimiser les fonds publics consacrés à leur production,
- ces échanges sont l'occasion d'améliorer la qualité des informations publiques produites et d'en maîtriser la connaissance,

L'Etat et la Région Auvergne ont souhaité renforcer leur action dans le domaine de l'information géographique par la création, en 2007, du Centre Régional Auvergnat de l'Information Géographique (CRAIG).

Cette volonté partagée a été inscrite dans le contrat de projets Etat-Région (2007-2013) et bénéficie du soutien de l'Europe dans le cadre du programme européen FEDER Auvergne (2007-2013).

Le CRAIG est un Centre de ressources qui permet de développer la production de données, de faciliter leurs échanges entre les différents acteurs publics et de moderniser les méthodes de travail. Il n'a nullement vocation à se substituer aux services SIG existants au sein des acteurs publics.

Avec le CRAIG, l'Auvergne s'est dotée d'un outil qui doit permettre également de répondre aux obligations de la Directive INSPIRE qui oblige les Etats membres de l'Union européenne à organiser la production et les échanges en matière d'information géographique. Par ailleurs, le CRAIG a vocation à gérer le SIG de l'Aménagement numérique du Territoire en conformité avec la Circulaire du Premier Ministre en date du 31 juillet 2009.

Depuis 2004, origine du projet, le portage a été assuré par l'Enita Clermont devenue depuis le 1er janvier 2010 VetAgro Sup, Institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement dans le cadre d'une mise à disposition de locaux et par le recrutement d'agents contractuels.

Le fonctionnement du CRAIG est fondé sur le principe que les collectivités les plus importantes sont solidaires des autres en permettant le financement du dispositif. En retour des services offerts, les organismes bénéficiaires (non financeurs) s'engagent à rendre disponible les informations géographiques dont ils sont dépositaires ; dans le respect des dispositions légales et réglementaires dont elles font l'objet, des principes énoncés et des droits.

Avec l'adhésion en 2009 des Départements et de plusieurs Agglomérations au dispositif, il est apparu nécessaire de doter le CRAIG de statuts afin d'établir notamment des règles de gouvernance claires entre chacun des contributeurs et garantir une sécurité juridique au CRAIG. Une réflexion a donc été engagée visant à doter le CRAIG d'une personnalité juridique et des moyens financiers adéquats.

Lors du Comité de pilotage du 4 février 2009 et suite aux conclusions de l'étude juridique, les membres du dispositif ont validé le principe de faire évoluer le CRAIG en GIP à compter du 1er janvier 2011 sous la forme d'un GIP constitué sur la base du décret n° 2007.1804 du 20 décembre 2007 et de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 (article 3-II).

Les statuts du GIP ont été validés à l'unanimité lors du Comité de pilotage du CRAIG du 21 juillet 2010.

L'avis de création du GIP a été publié au journal officiel **à compléter**.

Article 1 - Objet de la convention

Conformément aux articles 7 et 8 de la convention constitutive cette convention a pour objet de définir les modalités de participation financière de Clermont Communauté au GIP.

Article 2 – Montant de la participation

Le montant de la participation de Clermont Communauté est fixé à 14 000 € par an.

Article 3 – Modalités de paiement

Les sommes seront versées au compte au nom de : Monsieur l'Agent Comptable du GIP.

Joindre le RIB du GIP.

Article 4 – Instances de pilotage

En participant au fonctionnement du CRAIG, Clermont Communauté participera ainsi aux choix stratégiques comme précisé dans la convention constitutive.

Article 5 – Justificatifs de réalisation

Le CRAIG s'engage à adresser en fin d'exercice de chaque année un compte-rendu financier ainsi qu'un rapport détaillant les différentes actions conduites.

Article 6 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période trois ans. Elle prend effet dès sa signature par les parties.

Article 7 – Modification du présent avenant

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 8 – Résiliation de la convention

En cas d'inexécution totale ou partielle de la présente convention par l'une ou l'autre des parties, la seconde se réserve le droit de résilier la convention par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutif à une mise en demeure restée sans effet.

Article 9 – Résolution des litiges

En cas de difficulté dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant de saisir le tribunal administratif compétent pour juger les litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lempdes, en deux exemplaires originaux

Le

Pour Clermont Communauté

Le Président
Serge GODARD

Pour le CRAIG

Le Président
Patrick STEFANINI